

Jean Carbonare
(26220 Dieulefit)

le 1er mars 1996.

Poste Restante
KIGALI-
RWANDA

Lettre ouverte

à Monsieur Stephen SMITH
journaliste à LIBERATION
PARIS

Monsieur Smith, vous n'êtes pas un journaliste honnête.

Je viens de lire votre numéro spécial de Libération sur le Rwanda, et vous ne serez pas étonné si je vous dis mon profond désaccord sur les formes et sur le fond de votre reportage.

Nous nous sommes rencontrés lors de votre arrivée à KIGALI, et j'avais immédiatement compris que vous étiez venu, non pas pour faire une évaluation de la situation actuelle, mais seulement pour régler des comptes avec les autorités tutsies, en réchauffant toutes les rumeurs vraies ou fausses qui circulent dans le pays.

Alors que tous les observateurs sérieux qui vivent sur place (et parmi eux de hauts fonctionnaires internationaux) reconnaissent que des progrès appréciables sont réalisés dans les domaines de la Justice, des Droits de l'Homme, de la sécurité, des prisons, et que nous avons le devoir de soutenir et d'encourager ces progrès - malgré des dérapages qui n'impliquent pas la responsabilité des plus hautes autorités du pays - vous venez, par vos écrits "orientés" et embrouillés, raviver toutes les peurs, toutes les haines, tous les antagonismes, toutes les violences potentielles.

Pour qui travaillez-vous, Monsieur Smith, et où voulez-vous en venir ? ...grave question...

Le Rwanda est aujourd'hui un pays profondément meurtri : imaginez notre pays, la France avec 8 à 10 .000.000 de victimes massacrées aux limites extrêmes de l'horreur, une économie ravagée, une administration détruite et à rebâtir entièrement, et surtout un tissu social complètement disloqué dans lequel bourreaux et victimes doivent réapprendre à vivre ensemble. Tout ceci mérite un profond respect, une grande délicatesse qui n'autorisent pas à écrire n'importe quoi, n'importe comment. Revenons à votre reportage malfaisant.

Commençons par les formes : tout d'abord le titre choc, la "terreur tutsie" suivie d'un conditionnel, "plus de 100.000 hutus auraient été tués depuis 1994", suivi d'un présent "Libération est en mesure" avec la photo et sa légende : "le 22 avril l'armée du F.P.R tue 2.000 personnes à KIBEHO". Vous reprenez le thème KIBEHO à plusieurs reprises dans votre reportage sans éclairer le lecteur, et vous êtes malhonnête car vous connaissez bien le contexte : les miliciens armés à l'intérieur du camp, un trop léger bouclage de l'A.P.R, des provocations puis l'affrontement, avec près de 100.000

réfugiés piégés dans cette situation dramatique. Vous connaissez aussi le rapport sobre et objectif de "Médecins du Monde" ainsi que les conclusions de la Commission Internationale d'Enquête demandée par le gouvernement rwandais. Les responsabilités sont partagées entre l'APR, les miliciens, ..et certaines ONG qui, volontairement ou involontairement ont créé une grave confusion parmi la population au moment des premiers départs en lui demandant de ne pas quitter les camps

Pourquoi prenez-vous un fragment d'une situation pour en faire une vérité "globale" ?

Pourquoi prenez-vous (page 3) une photo montrant des soldats de la MINUAR et les transformez-vous, dans votre légende en "soldats tutsis sur les corps des victimes de KIBEHO" ?

Pourquoi ne parlez-vous pas, des témoins du génocide (hutus et tutsis confondus) qui disparaissent régulièrement dans les collines, et de ceux qui ont intérêt à ce que ces voix se taisent définitivement ? Allez à KIBUYE et dans d'autres régions, on vous citera bien des cas repris dans le document du rapporteur spécial des Nations Unies

Pourquoi ne dites-vous pas aussi que le pouvoir est largement partagé entre les deux ethnies ; le Président de la République, le Premier Ministre, le ministre de l'intérieur, le ministre des Affaires Etrangères, et d'autres encore, les pouvoirs régionaux et locaux sont également bien ouverts à ces hutus "terrorisés" dont vous parlez ..oui pourquoi ?

Vous ressortez le rapport "Guersony" sans mentionner qu'un de vos journalistes (Alain Frilet) avait fait une enquête sur place à la suite de l'information parue à cette époque, et que votre journal n'était pas, à l'époque sur la même ligne que vous. Vous faites des contorsions pénibles en écrivant ; "Shaharyar KHAN (représentant spécial du S.G des Nations Unies) admet aujourd'hui qu'il ne peut pas invalider le rapport Guersony." ..pourquoi ne lui avez-vous pas demandé très simplement et très clairement s'il pouvait valider ce rapport ?

Il y aurait encore beaucoup à dire sur votre reportage à propos du "camp de Gabiro" ; vrai ? faux ? .Je pense que vous n'êtes pas sérieux et que vous ne respectez pas vos lecteurs en vous contentant d'un seul témoignage pour étayer votre démonstration. Je vis à KIGALI depuis bientôt deux années, et je peux vous dire qu'en parcourant le RWANDA aujourd'hui, vous rencontrerez " des deux côtés" nombre de témoins qui vous raconteront les événements les plus bouleversants avec une grande sincérité, mais il faut être prudent quant aux chiffres et au contenu même des récits

Un ami rwandais me disait récemment: "Tu peux parcourir notre pays aujourd'hui, tu ne pourras pas trouver "un Rwandais normal". Chacun porte ses peurs, ses haines, ses souffrances profondes, et les victimes comme les bourreaux mettront des années, peut-être des générations, à guérir.."

En effet, comment peut-on vivre aujourd'hui au Rwanda ? Comment peut-on faire repartir la vie au milieu de ce champ de ruines ? Comment les pères qui ont tué, torturé, violé, brûlé, et sous les yeux de leurs enfants, vont-ils éduquer ces derniers ? Comment ces enfants regardent-ils leurs parents ? Comment ces enfants vont-ils cohabiter dans le quotidien avec les enfants rescapés du génocide .."c'est ton père qui a tué ma famille et détruit ma maison .." etc....

Abordons maintenant le fond même de votre reportage.

Aujourd'hui, des Rwandais lucides et courageux (et ils sont de plus en plus nombreux) pensent qu'ils n'ont qu'un seul chemin à suivre pour s'en sortir ; c'est oublier et combattre tout ce qui sépare en insistant sur les différences, et retrouver un projet commun ouvert à tous les enfants de ce pays : "ni hutus, ni tutsis, tous rwandais"

Votre papier est malfaisant parce qu'il exacerbe les différences, ramenant sans cesse Hutus et Tutsis les uns en face des autres, et vous insistez lourdement sur ce thème qui a conduit le pays dans les horreurs extrêmes.

Je vous ai proposé d'aller visiter des chantiers et des lieux où des représentants des deux groupes réapprennent à travailler et à vivre ensemble. Des milliers, des dizaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants, d'assassins, de rescapés reconstruisent, se rencontrent, recommencent à s'écouter, à se respecter. Des étudiants oubliant leurs différences, leurs souffrances, partent eux-aussi en se tenant par la main, sur le terrain pour être solidaires des paysans, des veuves, de ceux que la vie a maltraités. KIBONGO, GUITARAMA, KUNDA, la faculté de théologie de BUTARE etc... sont des lieux où très lentement, très difficilement, la vie, l'espoir commencent à renaître.

Je vous ai aussi suggéré d'aller, un dimanche après-midi au grand stade de NYAMIRAMBO à Kigali, assister à un match de foot-ball. Vous auriez pu y voir des équipes "mixtes", soutenues par un public "mixte", et des supporters joyeux, enthousiastes fêtant fraternellement la victoire de leur équipe. Certains dimanches on peut y rencontrer le général KAGAME qui vient très simplement avec le Premier Ministre (un hutu "terrorisé"), et qui devise fraternellement avec lui durant la partie. Ces deux responsables du pays sont respectueusement salués par le public, à leur arrivée et au moment de leur départ du stade.

Pourquoi, Monsieur SMITH, n'avez-vous pas voulu rencontrer ces signes, ô combien fragiles, mais tellement porteurs d'espoir ? Ils n'entraient probablement pas dans votre schéma !

Quant aux dérapages, aux actes de vengeance, il y en a eu, il y en a, il y en aura encore longtemps, malheureusement, mais vous devriez, Monsieur SMITH, vous souvenir de la parabole de la paille et de la poutre, et tout en donnant vos leçons de morale aux dirigeants rwandais, rappeler à nos concitoyens la période de notre histoire qui a suivi la libération: ce que nous avons pudiquement appelé "l'épuration" avec son cortège "d'exécutions extra-judiciaires".

Ceci n'excuse ni ne justifie les violations des droits de l'homme qui se produisent aujourd'hui, mais cela permet de mieux les comprendre, tout en les refusant.

Reste un dernier point personnel, puisque vous me mettez personnellement en cause dans votre reportage, et qui touche mes activités actuelles au Rwanda ainsi que ma position de président d'honneur du mouvement "SURVIE". Cette question avait été abordée

au cours de notre entretien, et je ne pensais pas avoir à revenir sur son contenu.

Je vous avais précisé:

4) que je n'étais pas conseiller du Président de la République mais simplement chargé de mission dans les domaines de la Reconstruction, Relance de l'Agriculture avec la Jeunesse, et autres activités de Développement. Ceci vous avait déjà été précisé en ajoutant que les Rwandais étaient assez grands et n'avaient pas besoin de conseils.

2) qu'en tant que président d'honneur du mouvement "Survie", je ne voyais pas d'incompatibilités entre cette responsabilité et mes activités au Rwanda. Les membres de Survie jugeront.

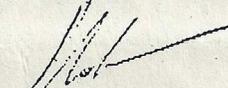
3) toujours votre "honnêteté scrupuleuse" ..et votre souci de la précision, vous écrivez que "...j'ai appelé à faire confiance au F.P.R.." en déformant mes paroles et en escamotant l'essentiel de ma déclaration écrite dans le Nouvel Observateur .."Faire confiance au nouveau pouvoir à Kigali, jusqu'à preuve du contraire.." .Aujourd'hui, je maintiens ces déclarations, mais vous n'êtes pas obligé de partager mes vues.

Après notre entretien, J'ai eu l'occasion de rencontrer mes amis rwandais et quelques responsables des agences onusiennes. J'ai pu les informer du contenu de notre échange, et de la teneur probable de votre reportage .C'est donc sans surprise que j'ai lu votre document.

Je regrette simplement qu'aujourd'hui vous participiez à une campagne visant à discréditer et à disqualifier les autorités de Kigali qui, je le pense de toutes mes forces, font ce qu'elles peuvent avec les moyens mis à leur disposition.

Malgré cette campagne qui voudrait "enfermer le malheur" dans le Rwanda, des signes très fragiles mais visibles commencent à apparaître sur le terrain : ils confortent mon optimisme et ma confiance quant à l'avenir de ce pays .Le chemin sera long, le chemin sera difficile, mais je sais qu'il conduira là où nos rêves et nos espoirs d'aujourd'hui deviendront les réalités de demain ...

Jean Carbonare



Poste Restante

KIGALI

RWANDA

copie envoyée à tous les membres de SURVIE
et à certains lecteurs de Libération